

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est, en République Démocratique du Congo, le principal centre indépendant de recherche, de formation, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 2016 par le Professeur Kabwita Kabolo Iko, l'IRGES est un établissement d'utilité publique reconnu par les Arrêtés-Ministériels N°MIN.RST/CAB.MIN/054/2018 portant agrément des activités scientifiques et technologiques de l'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques et N°125/CAB/MIN/CA/PKB/2018 accordant avis favorable valant autorisation de fonctionnement de la Maison d'éditions IRGES.

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. Il associe, au travers de ses études et ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale et dispose d'un personnel-ressource capable de réfléchir largement sur les domaines indiqués et de proposer en forme textuelle et contextuelle des orientations, de la documentation et même des projets finalisés.

DOMAINES DE RECHERCHE

Prospections diplomatiques et géopolitique africaine
Organisations intergouvernementales et Intégration régionale
Etudes stratégiques sur le monde asiatique
Résolution des conflits, Conseil stratégique et prospection sur la paix et la sécurité
Pratique de négociation internationale et d'affaires
Droits humains et Droit humanitaire
Gender et Promotion des droits de la femme
Pratiques démocratiques et de bonne gouvernance
Communication, Coaching politique et Relations publiques
Marketing politique et leadership axés sur les résultats
Développement durable, Environnement et Ecologie
Management des projets nationaux et internationaux
Statistiques, Etudes économiques et sociales
Santé publique
Intelligence Artificielle et Télécommunications
Psychopédagogie

SERVICES OFFERTS

Formations
Réunions scientifiques
Gestion de projets
Revue Intelligence Stratégique
Accueil de stagiaires
Consultation d'experts
Bibliothèque numérique et en dur
IRGES éditions

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est ouvert et intéressé vis-à-vis de toutes personnes, structures, institutions, entreprises ou organisations dont les domaines d'interventions et les services susmentionnés pourraient être de plus utiles à leur progrès, leur rentabilité, leur notoriété et leur reconnaissance populaire.

E-ISSN : 3006-5488 ; P-ISSN : 3006-547X
<https://doi.org/10.62912/JYTU3565>
www.revue-is.org



Maquette couverture : Editions IRGES Kinshasa-Gabrie

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

2026



3^{ème}

GRANDE CONFERENCE

CORPS DE L'ELITE SCIENTIFIQUE DE L'UDPS
CES-UDPS

THEME

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

Du 22 au 23 Juin 2026 - HILTON KINSHASA

NUMERO SPECIAL

«La science au service au peuple»



**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET
D'ETUDES STRATEGIQUES**

Revue
Intelligence Stratégique

Vol. 009, Numéro Spécial, Juillet 2026

E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X

<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 89 7175 074 ; 82 006 1696

E-mail : felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 9, Numéro Spécial

Juillet 2026

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/CES-UDPS0002>

www.revue-is.org

DE L'ACCORD USA – RDC A LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE : LE ROLE MOTEUR DE L'UNIVERSITE, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION EN RDC

Prof. Dr. Marie-Thérèse SOMBO AYANE SAFI MUKUNA
*Ministre de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et de la Recherche
Scientifique et Innovation (ESU-RSI)*

RÉSUMÉ

La République démocratique du Congo (RDC) occupe une position centrale dans la transition énergétique mondiale grâce à l'abondance de ses minerais critiques, notamment le cobalt, le cuivre, le lithium, le coltan et le germanium. Cet avantage comparatif ne suffit pas : le pays reste peu industrialisé et capte toujours une faible part de la valeur créée par les chaînes mondiales de production. Cet article analyse le partenariat stratégique USA – RDC comme une opportunité de transformation structurelle fondée sur le développement des compétences, de la recherche scientifique et de l'innovation. À partir d'une analyse documentaire de la présentation ministérielle, l'étude montre que la souveraineté industrielle dépend moins de la disponibilité des ressources naturelles que de la capacité nationale à produire des connaissances, à maîtriser les technologies et à développer des systèmes d'innovation capables de transformer les minerais en produits à forte valeur ajoutée. L'article propose enfin plusieurs recommandations visant à renforcer le rôle de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation dans la politique industrielle congolaise.

Mots-clés : *RDC, minerais critiques, industrialisation, innovation, recherche scientifique, université, partenariat USA – RDC.*

ABSTRACT

The Democratic Republic of the Congo (DRC) plays a central role in the global energy transition thanks to its abundance of critical minerals, including cobalt, copper, lithium, coltan, and germanium. This comparative advantage is not enough: the country remains largely underindustrialized and still captures only a small share of the value created by global production chains. This article analyzes the U.S.–DRC strategic

partnership as an opportunity for structural transformation based on the development of skills, scientific research, and innovation. Based on a literature review of the ministerial presentation, the study shows that industrial sovereignty depends less on the availability of natural resources than on the national capacity to generate knowledge, master technologies, and develop innovation systems capable of transforming minerals into high-value-added products. Finally, the article offers several recommendations aimed at strengthening the role of higher education, scientific research, and innovation in Congolese industrial policy.

Keywords : DRC, critical minerals, industrialization, innovation, scientific research, university, U.S.-DRC partnership.

INTRODUCTION

La transition énergétique mondiale modifie profondément l'organisation des chaînes internationales de valeur en accroissant la demande de minerais critiques indispensables à la fabrication des batteries, des véhicules électriques et des technologies numériques. Cette évolution replace la République démocratique du Congo au cœur des stratégies industrielles internationales en raison de ses importantes réserves de cobalt, de cuivre, de lithium, de coltan et de germanium (USGS, 2023). Le pays fournit à lui seul près de 70 % de la production mondiale de cobalt et figure parmi les tout premiers producteurs de cuivre, deux intrants essentiels de l'électromobilité et du stockage de l'énergie.

Cependant, cette richesse minérale contraste avec une faible industrialisation et une dépendance persistante vis-à-vis de l'exportation des matières premières. La majeure partie des ressources est exportée sous forme brute ou faiblement transformée, ce qui limite les retombées économiques nationales, réduit les recettes fiscales potentielles et maintient le pays dans une position subalterne au sein des chaînes mondiales de valeur. Dans ce contexte, le partenariat stratégique USA – RDC apparaît comme une opportunité historique susceptible de favoriser le développement de chaînes de valeur locales fondées sur la science, la technologie et l'innovation.

La problématique de cette recherche est la suivante : comment le partenariat USA-RDC peut-il contribuer à la souveraineté industrielle de la RDC grâce au développement de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation ?

L'objectif est d'analyser les conditions permettant de transformer ce partenariat en un véritable levier d'industrialisation. L'article est organisé en quatre temps. Dans la section 2, il présente le cadre conceptuel mobilisé. Dans la

section 3, l'article est consacré à l'analyse du contenu et des enjeux du partenariat. Dans la section 4, il met en discussion les conditions d'une souveraineté industrielle fondée sur la connaissance. Dans la section 5, il en dresse les recommandations stratégiques qui en découlent.

I. CADRE CONCEPTUEL

I. 1. Économie de la connaissance et systèmes nationaux d'innovation

La littérature économique montre que les pays devenus des puissances industrielles ont systématiquement investi dans le capital humain, la recherche scientifique et les systèmes nationaux d'innovation (Lundvall, 1992 ; Freeman, 1987 ; Mazzucato, 2018). Le concept de système national d'innovation désigne l'ensemble des institutions, universités, centres de recherche, entreprises, agences publiques, dont les interactions déterminent la capacité d'un pays à produire, diffuser et exploiter des connaissances nouvelles. Le modèle de la « triple hélice » (Etzkowitz et Leydesdorff, 2000) souligne à cet égard que l'innovation naît de la coopération structurée entre l'université, l'industrie et l'État, chacun de ces trois acteurs assumant une partie des fonctions traditionnellement dévolues aux autres.

I. 2. Politique industrielle et capacités technologiques

Selon Rodrik (2004), les politiques industrielles modernes reposent moins sur la protection des industries que sur la création des capacités technologiques. Chang (2002) et Amsden (2001) démontrent également que l'intervention publique joue un rôle déterminant dans l'émergence des industries nationales. Cohen et Levinthal (1990) montrent que le bénéfice qu'un pays retire des technologies importées dépend de sa « capacité d'absorption », c'est-à-dire de la capacité de ses institutions et de ses ressources humaines à comprendre, assimiler et adapter les connaissances externes.

De ce point de vue, la connaissance est aujourd'hui le principal moteur de création de valeur. En effet, les ressources naturelles ne constituent un facteur de développement que lorsqu'elles sont intégrées dans un système dans lequel universités, centres de recherche, entreprises innovantes et pouvoirs publics interagissent.

I. 3. Dépasser la « malédiction des ressources »

De nombreux travaux ont documenté le paradoxe selon lequel l'abondance de ressources naturelles peut freiner la croissance lorsque les institutions sont faibles et que l'économie reste enfermée dans une logique de rente (Sachs et Warner, 1995). Les contre-exemples les plus probants — le Botswana avec le

diamant, le Chili avec le cuivre, la Malaisie avec l'étain puis l'électronique — montrent que cette « malédiction » n'a rien d'inéluctable. Au contraire, elle est levée lorsque la rente minière est réinvestie dans l'éducation, la recherche et la diversification productive. C'est précisément cette bifurcation stratégique que la RDC est appelée à opérer à la faveur du partenariat avec les États-Unis.

II. ANALYSE DU PARTENARIAT USA-RDC

II. 1. Une double dynamique convergente

Le partenariat répond à une double dynamique. D'une part, les États-Unis cherchent à sécuriser leurs chaînes d'approvisionnement en minerais critiques dans un contexte de concurrence internationale croissante, marqué notamment par la course mondiale aux intrants des batteries et des technologies vertes. D'autre part, la RDC souhaite accroître la transformation locale de ses ressources afin d'augmenter la valeur ajoutée captée sur son territoire, de créer des emplois qualifiés et de financer son développement. Le protocole d'accord sur les chaînes de valeur des batteries (U.S. Department of State, 2023) et les investissements structurants associés, à l'image du corridor de Lobito, traduisent cette convergence d'intérêts.

L'intérêt stratégique de ce partenariat réside donc dans la possibilité de sortir d'une logique purement extractive, afin de promouvoir une industrialisation établie sur les technologies, les compétences et l'innovation. Il ne s'agit plus seulement de vendre des minerais, mais de bâtir sur le sol congolais les maillons successifs de la chaîne de valeur : raffinage, production de précurseurs, fabrication de cathodes et, à terme, assemblage de cellules de batteries.

II. 2. Les cinq piliers de l'appropriation nationale

L'analyse met en évidence que la réussite de cette stratégie suppose une appropriation nationale articulée autour de cinq piliers :

- le développement des compétences, afin de doter le pays des ingénieurs, techniciens et chercheurs capables d'opérer et de concevoir les unités industrielles ;
- la recherche appliquée, orientée vers la métallurgie, les matériaux avancés, la chimie des batteries et les procédés propres ;
- le transfert technologique, négocié dans les accords d'investissement et adossé à des clauses de formation et de contenu local ;
- l'innovation, entendue comme la capacité à améliorer, adapter et créer des procédés et des produits ;

- l'incubation des entreprises, pour transformer les résultats de la recherche en start-up et en industries nationales.

Chacun de ces piliers place l'université et la recherche au centre du dispositif : sans production nationale de compétences et de connaissances, le transfert de technologies demeure un slogan et la transformation locale une enclave étrangère sans effet d'entraînement sur l'économie congolaise.

III. DISCUSSION : VERS UNE SOUVERAINETE INDUSTRIELLE FONDEE SUR LA CONNAISSANCE

L'apport principal de la présentation ministérielle est de montrer que la souveraineté industrielle ne dépend pas uniquement des ressources minières, mais de la maîtrise des connaissances. Cette logique est illustrée par une chaîne de création de valeur qui conduit de la ressource brute à la souveraineté industrielle en passant par la connaissance et la technologie :

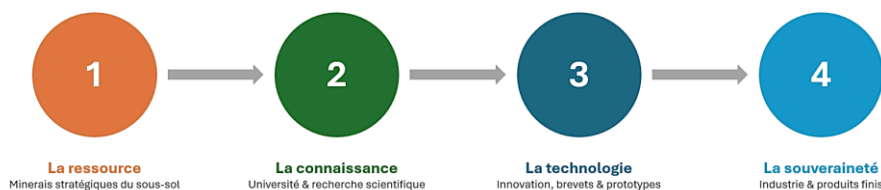


Fig. 1 — Fil conducteur de la transformation de la matière en souveraineté industrielle (source : présentation ministérielle, ESU-RSI, 2026)

Dans cette perspective, les universités deviennent les producteurs de compétences, les laboratoires les producteurs de technologies et les incubateurs les vecteurs de création d'entreprises innovantes. Les réformes proposées par le Ministère de l'ESU-RSI s'inscrivent dans cette logique. Elles concernent notamment le financement de la recherche stratégique, la création de plateformes de prototypage, le développement des start-up deeptech, la valorisation des brevets et la coopération scientifique internationale.

L'expérience internationale conforte cette orientation. La Corée du Sud a bâti sa puissance industrielle sur un investissement massif et continu dans l'enseignement supérieur scientifique et la R&D, passant en une génération du statut d'économie agraire à celui de leader mondial des semi-conducteurs. Plus près du modèle congolais, l'Indonésie a démontré qu'une politique volontariste d'interdiction progressive des exportations de nickel brut, couplée à des exigences

de transformation locale et de formation, pouvait attirer des investissements considérables dans les usines de traitement. Elle pouvait aussi multiplier la valeur exportée. Le Chili, enfin, a adossé à sa rente cuprifère des agences publiques de développement technologique et des programmes de formation d'ingénieurs qui ont permis la montée en gamme de son économie. Ces trajectoires diverses convergent vers une même leçon : la ressource ne crée de la puissance que lorsqu'elle rencontre la connaissance.

Cette vision rejoint les analyses de l'OCDE (2019) et de l'UNESCO (2021), selon lesquelles les systèmes d'innovation constituent aujourd'hui le principal moteur de la compétitivité nationale. Elle implique, pour la RDC, de considérer les dépenses d'enseignement supérieur et de recherche non comme des charges, mais comme des investissements stratégiques au même titre que les infrastructures énergétiques ou de transport.

IV. RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

À partir des résultats de l'analyse, cinq orientations stratégiques peuvent être proposées :

- renforcer durablement le financement de la recherche scientifique dans les domaines des minerais critiques, en instituant un mécanisme pérenne alimenté par une fraction des recettes minières et sanctuarisé dans la loi de finances ;
- créer des centres nationaux d'excellence spécialisés dans les batteries, les matériaux avancés et la métallurgie verte, implantés à proximité des bassins miniers et adossés aux universités ;
- développer une chaîne complète de valorisation de la recherche allant du laboratoire au marché (recherche → prototype → brevet → start-up → industrie), soutenue par des plateformes de prototypage et des fonds d'amorçage ;
- renforcer les partenariats entre universités, industrie et institutions publiques afin d'accélérer le transfert technologique, notamment par des clauses de formation et de recherche insérées dans les conventions minières et les accords d'investissement ;
- mettre en place un système national d'évaluation reposant sur des indicateurs tels que le nombre de brevets, de prototypes, de start-up, de publications scientifiques et la part de la transformation locale dans les exportations minières.

La mise en œuvre de ces orientations suppose une gouvernance interministérielle forte, associant l'ESU-RSI, les ministères des Mines, de l'Industrie

et des Finances, ainsi qu'un dialogue permanent avec le secteur privé et les partenaires américains.

CONCLUSION

Le partenariat USA-RDC représente une opportunité majeure pour transformer la position de la RDC dans les chaînes mondiales de valeur des minerais critiques. Toutefois, cette transformation ne pourra être durable que si elle s'accompagne d'une politique ambitieuse de développement de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation. L'analyse met en évidence que la souveraineté industrielle repose sur un continuum reliant les ressources naturelles aux connaissances, les connaissances aux technologies et les technologies à la création de valeur industrielle.

Ainsi, la véritable richesse de la RDC réside moins dans ses minerais que dans sa capacité à les transformer en compétences, en innovations et en industries compétitives. C'est à cette condition que l'accord avec les États-Unis cessera d'être un simple contrat d'approvisionnement pour devenir l'acte fondateur de la puissance industrielle congolaise.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AMSDEN, A. H. (2001). *The rise of "the rest": Challenges to the West from late-industrializing economies*. Oxford University Press.
- CHANG, H.-J. (2002). *Kicking away the ladder: Development strategy in historical perspective*. Anthem Press.
- COHEN, W. M., & LEVINTHAL, D. A. (1990). Absorptive capacity: A new perspective on learning and innovation. *Administrative Science Quarterly*, 35(1), 128-152. <https://doi.org/10.2307/2393553>.
- ETZKOWITZ, H., & LEYDESDORFF, L. (2000). The dynamics of innovation: From national systems and "Mode 2" to a triple helix of university-industry-government relations. *Research Policy*, 29(2), 109-123. [https://doi.org/10.1016/S0048-7333\(99\)00055-4](https://doi.org/10.1016/S0048-7333(99)00055-4).
- FREEMAN, C. (1987). *Technology policy and economic performance: Lessons from Japan*. Pinter Publishers.
- LUNDVALL, B.-Å. (Éd.). (1992). *National systems of innovation: Towards a theory of innovation and interactive learning*. Pinter Publishers.
- MAZZUCATO, M. (2018). *The value of everything: Making and taking in the global economy*. Penguin Books.

- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. (2019). *OECD science, technology and innovation outlook 2018: Adapting to technological and societal disruption*. OECD Publishing. https://doi.org/10.1787/sti_in_outlook-2018-en.
- RODRIK, D. (2004). *Industrial policy for the twenty-first century*. Harvard University.
- SACHS, J. D., & WARNER, A. M. (1995). *Natural resource abundance and economic growth* (NBER Working Paper No. 5398). National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w5398>.
- UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION. (2021). *UNESCO science report: The race against time for smarter development*. UNESCO Publishing.
- UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. (2023). *Memorandum of understanding between the United States and the Democratic Republic of the Congo on battery value chains*.
- UNITED STATES GEOLOGICAL SURVEY. (2023). *Mineral commodity summaries 2023*. U.S. Department of the Interior. <https://doi.org/10.3133/mcs2023>.